2003

Presidenza Italiana
del Consiglio dell'Unione Europea

Le défi italien

«… Il faut donner un nouvel élan réglé comme aux réalisations extraordinaires de ces deux dernières années. Nous pouvons contribuer aux orientations que prendra l'UE en nous basant non seulement sur des opinions mais sur des faits et des données réelles reconnus par la Commission Exécutive de Bruxelles ainsi nos partenaires et alliers…» **déclare le Premier Ministre italien Silvio Berlusconi.**

La présidence italienne à l'union européenne qui a débuté le 1er juillet 2003 est un thème qui a dominé la scène mondiale politique de par sa volonté de plonger l'UE dans une nouvelle ère de développement, de cohésion et d'élargissement.

Malgré un début orageux, sous les hospices de mésententes diplomatiques, le président du Conseil Silvio Berlusconi a réussi à imposer une fois de plus son charisme politique en présentant une série de reformes visant à renforcer une Europe des 15 et à préparer le terrain pour une Europe à 25.

«… *Il faut donner un nouvel élan réglé commeaux réalisations extraordinaires de ces deux dernières années. Nous pouvons contribuer aux orientations que prendra l'UE en nous basant non seulement sur des opinions mais sur des faits et des données réelles reconnus par la Commission Exécutive de Bruxelles ainsi nos partenaires et alliers…»* déclare le Premier Ministre italien Silvio Berlusconi.

La présidence italienne succédant à celle de la Grèce, sera «à la barre» de l'UE jusqu'au 31 décembre prochain. Les thèmes majeurs sont : La Conférence Intergouvernementale pour négocier la constitution de l'UE, la présidence fixe du Conseil européen et les règles de vote à la majorité en son sein, ainsi que le statut du futur Ministre européen des Affaires étrangères. Le processus d'élargissement est une question tout aussi essentielle : il doit être d'une souplesse exemplaire et l'arrivée de dix nouveaux membres en 2004 doit être en adéquation avec les engagements des autres membres. Tout doit être mis en œuvre pour donner un regain d'activité à l'économie européenne, qu'elle soit plus compétitive et puisse compter sur les financements de la Banque Européenne d'Investissement. Développer une politique étrangère européenne unie et une structure de défense, combattre le terrorisme et l'immigration illégale, renforcer les liens avec les Etats-Unis font partie des priorités d'un programme pour le moins constitué d'échéances essentielles et qui vont préciser les attributions de l'Europe pour les années à venir.

La Conférence Intergouvernementale qui s'est tenue à Rome le 4 octobre sera suivie de plusieurs meetings programmés jusqu'à la fin du mois de décembre. Cette conférence a été le point de départ du processus de création d'une constitution paneuropéenne.

La volonté de doter l'Europe d'un traité constitutionnel représente un progrès historique quant à la création d'une véritable identité européenne et renforce la position de l'UE sur la scène mondiale.

M. Franco Frattini, Ministre italien des Affaires étrangères confie : «*J'ai trouvé un climat constructif et positif et une volonté commune de conclure les travaux d'ici la fin de l'année pour pouvoir assurer la constitution aux citoyens européens avant les élections du parlement européen de juin 2004. Il est évident qu'il y a des différences et des opinions diverses, mais nous aurons un débat ouvert, transparent et approfondi. Il s'agit d'un défi historique et j'espère que l'idéal européen sera plus fort que les préoccupations et les contraintes nationales.*»

Franco Frattini, Ministre des Affaires Étrangères.

Le 22 octobre, la première avancée fut l'annonce par la présidence italienne d'un plan initial se basant sur trois impératifs : établir la position de chaque gouvernement, que l'Italie présente une esquisse méthodologique et enfin éva-

luer point par point les compromis à faire en vue d'obtenir un accord unanime parmi les états-membres.

Le point essentiel de ce processus est de trouver une solution aux questions sensibles ayant trait à la constitution. Même si les négociations avancent peu rapidement, l'objectif est de régler ce consensus d'ici la fin novembre et d'en débattre lors de la conférence intergouvernementale de la mi-décembre.

Les conférences intergouvernementales soulèvent aussi la question délicate du fondement de la Commission Européenne et du rôle d'un Ministère européen des Affaires étrangères.

C'est pour M. Frattini un sujet nécessaire et incontournable : «*Il est maintenant nécessaire de choisir une voie pragmatique favorable à la création d'un ministère des Affaires étrangères ; La crise en Irak nous a démontré que le risque d'imposer une décision étroitement liée aux intérêts nationaux de chaque membre est très dangereux.*»

Alors que les questions institutionnelles sont débattues de manière récurrente, le plan stratégique de relance économique est plus incisif que jamais. La constitution offre l'opportunité de créer un environnement économique européen basé sur la croissance, avec un processus de prise de décision clair et transparent. Celui-ci ne fait qu'appuyer la suite logique des directives de développement communautaires instaurées par la *Stratégie de Lisbonne.*

Cette évolution est nécessaire pour contrecarrer la chute vertigineuse de l'économie européenne. La modernisation du marché de l'emploi et la promotion de la culture d'entreprise sont les questions essentielles de cette résolution et, comme M. Frattini le souligne : «*Il faut encourager la création des PME avec une réelle réforme du marché de l'emploi, plus de flexibilité, des modes de financement du système de retraite… Ce dernier est trop important pour laisser chaque état le gérer d'une manière isolée. Nous avons tout intérêt à créer un domaine de partage des réformes et par la suite, chaque état pourra les adapter en fonction de ses intérêts internationaux.*»

La prospérité économique de l'Europe est un sujet qui a été analysé dans sa totalité ; un consensus a été trouvé sur la proposition italienne d'opérer des investissements sur des projets d'infrastructure d'amplitude européenne, en vue de relancer chacune des économies. Même si la plupart des points ont été traités et faits l'objet d'un accord, les actions concrètes ont été reportées au meeting du mois de décembre, date à laquelle dix à 15 projets vont être engagés pour le développement des infrastructures requises et la recherche et le développement. Le choix de ces projets va dépendre de leur double capacité à faciliter et améliorer la circulation au-delà des frontières et à bénéficier aux dix nouveaux états-membres. Un investissement raisonnable et approprié est une étape fondamentale qui sera sous la responsabilité de la Banque Européenne pour l'Investissement.

L'accueil des dix nouveaux états-membres va accroître le potentiel européen, qu'il soit politique ou économique et faire place à une série de défis, notamment la création d'un environnement propice au développement d'une Europe forte, productive et unifiée.

Dans cette optique, l'UE devra désormais porter son attention vers les Balkans, région importante du sud-est de l'Europe, en les incluant de façon plus affirmée dans le processus de prise de décision au niveau européen.

En prévision de cette expansion, M. Frattini confirme la position de M. Berlusconi, également partagée par d'autres pays membres : «*Il faut donner plus d'efficacité à l'UE pour aboutir à des résultats… La présidence tournante n'est plus possible dans le cadre d'une Europe à 25 si l'on demande plus d'efficacité et un rôle bien reconnu à la Commission pour éviter la bureaucratie et des duplications entre la Commission et le Conseil.*» La présidence cherche à rénover et redéfinir le rôle de chaque gouvernement afin de maximiser l'efficacité de la prise de décision et minimiser le gaspillage de temps, d'argent et d'efforts que cela pourrait engendrer.

L'Europe cherche à devenir un consensus de nations s'exprimant d'une seule et même voix, partageant des idéaux communs et sachant intervenir diplomatiquement en temps de crise. Elle recherche de même à coopérer en synergie avec les Etats-Unis ; Cette collaboration doit développer leur aptitude à affirmer leur rôle respectif dans le monde et également leur permettre d'évaluer leur potentiel en matière de partenariat.

La présidence italienne a mis un point d'honneur à développer un plan détaillé pour assurer la liberté et la sécurité des Européens. En sus de plusieurs points déjà approuvés, M. Frattini déclare : «*La défense européenne sera le résultat d'efforts coordonnés et non contraires à l'OTAN. La défense communautaire implique une amélioration des capacités militaires de chacun. Il existera une clause d'assistance mutuelle entre les états-membres en cas d'attaque, mais elle doit être reformulée afin de ne pas empiéter sur les priorités de l'OTAN dans la zone Europe.*»

Selon M. Frattini, le développement d'un schéma de défense communautaire est une priorité sur laquelle on doit travailler au niveau européen, main dans la main avec les autres pays et ceci afin de combattre le terrorisme, le crime international organisé et l'immigration illégale. Il déclare enfin que le terrorisme est le véritable cancer de ce siècle, l'atteinte la plus importante à la démocratie.

D'aucune manière, remplir les objectifs ne sera une tâche aisée, mais l'Italie a l'espoir de relever le défi et grâce à son expérience de proposer à l'UE des décisions ardues dans des périodes délicates.

De fait, les accords unilatéraux des 25 états-membres sur la constitution européenne représentent une des plus lourdes tâches pour la présidence italienne.

Non seulement c'est un réseau complexe de questions qu'il va falloir mettre à plat, mais il faut aussi respecter l'échéancier, afin que cette constitution puisse être signée en mai 2004.

Mediaset Télévision et culture

Mediaset, le premier groupe italien de télévision commerciale, participe intensément à la promotion d'événements culturels d'envergure nationale et internationale.

Orchestra Filarmonica della Scala

Depuis 1982, Mediaset collabore aux saisons de musique classique du Théâtre de la Scala de Milan.

Aperitivo in Concerto

Depuis 1986, Mediaset organise des manifestations de musique contemporaine au Théâtre Manzoni de Milan.

Cinema Forever

CHEFS-D'ŒUVRE SAUVÉS

Depuis 1995, Mediaset a lancé le programme de restauration et de promotion des chefs-d'œuvre du cinéma italien.

MEDIASET 5

DIREZIONE CREATIVA E COORDINAMENTO IMMAGINE GRUPPO MEDIASET

Révolution médiatique

***«…Une même personne ne peut diffuser plus de 20% des programmes TV ou radio émis sur les fréquences hertziennes nationales. De même, un seul et même opérateur ne peut concentrer plus de 20% des recettes du marché global de la communication«* déclare le ministre de la Communication Maurizio Gasparri.**

Le marché du média italien est en passe d'une importante révolution, non sans controverses comme on pouvait s'y attendre. Le projet audiovisuel de la loi Gasparri en est en grande partie responsable. Il prévoit des limites anti-concentration, une réglementation de la publicité et des mesures pour protéger la presse.

L'adoption surprise d'un amendement présenté par la gauche, mercredi 1er octobre à la Chambre des députés, renvoie pourtant le projet au Sénat pour un nouvel examen. Le bicaméralisme prévoit en effet qu'un texte législatif doit être adopté dans les mêmes termes par les deux assemblées pour être valide.

Ce projet de loi Gasparri doit permettre des partenariats entre les diffuseurs TV et la presse écrite. *«…Une même personne ne peut diffuser plus de 20 % des programmes TV ou radio émis sur les fréquences hertziennes nationales. De même, un seul et même opérateur ne peut concentrer plus de 20 % des recettes du marché global de la communication»* déclare le ministre de la Communication Maurizio Gasparri.

90 % du marché audiovisuel italien est couvert par Mediaset et la RAI qui absorbent à eux deux 80 % du budget publicitaire ; avec un total de plus de 25 milliards d'euros, cela laisse une belle marge de progression au chiffre d'affaires de Mediaset avant d'atteindre le plafond de 20 %.

« Enfant chéri » de Silvio Berlusconi, Mediaset est un conglomérat qui voit se côtoyer aussi bien trois chaînes de télévision (Canale 5, Italia 1 et Rete 4), une maison d'édition (Mondadori) et une régie publicitaire (Publitalia).

Les avancées de Mediaset parlent d'elles-mêmes. Les recettes dégagées par la publicité en 2002 s'élèvent ainsi à 2,5 millions d'euros. Sur la place boursière italienne Mediaset est une des sociétés les plus performantes et en Europe représente un des groupes en communication audiovisuelle les plus rentables.

Mediaset ne se limite cependant pas au seul marché italien, puisqu'il détient une participation à hauteur de 52 % de Telecinco, une télévision espagnole, et bien que la croissance soit un des principaux fers de lance du groupe, M. Confalonieri souligne qu'il ne faut pas se lancer tête baissée : *« Nous avons toutes les cartes en main et sommes prêts à agir, mais les éléments sont à prendre en considération dans leur contexte : la télévision ne peut pas être complètement indépendante de la politique et l'on ne peut systématiquement fonctionner à contre courant.»*

Et ces déclarations ne peuvent être plus criantes de vérité au moment où le projet de loi Gasparri joue un rôle essentiel dans la désignation de celui qui aura la main mise sur le marché italien des media.

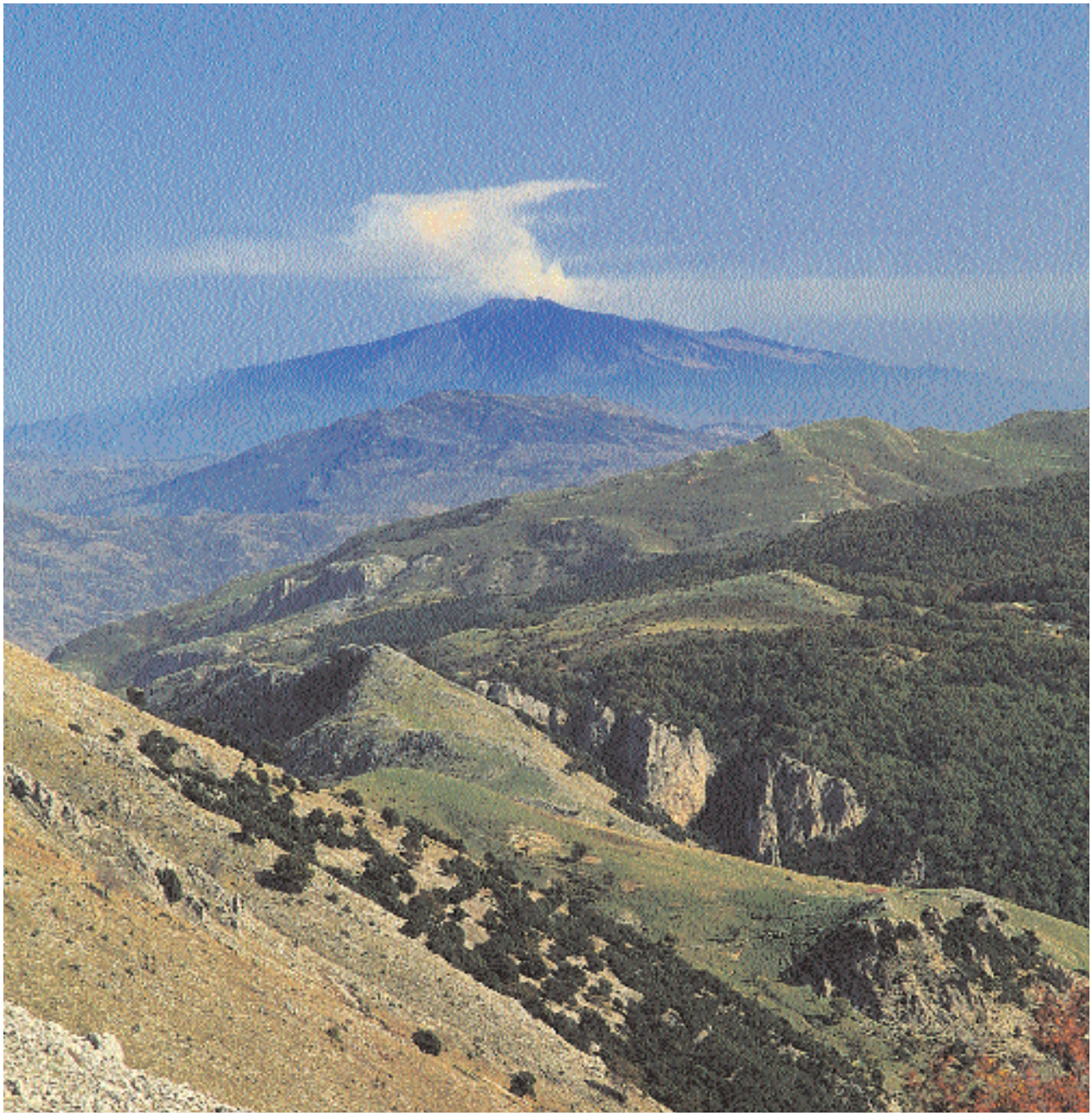
Au sein de ce duopole, Mediaset donne le rythme et son président Fedele Confalonieri s'en félicite : *« Sur les seuls huit premiers mois de l'année 2003, nous avons battu le record annuel d'audience et les taux de la RAI en nous appropriant 47 % des téléspectateurs du prime time. Cependant, un peu comme lors d'un match de football, chacun des deux adversaires prend régulièrement la place de leader.»*

Selon le ministre de la Communication, la diversité de l'offre arrivera avec le numérique terrestre que son projet de loi prévoit de mettre en œuvre avant le 31 décembre 2003. Ainsi, Mediaset et la RAI engagent une procédure de diversification de leurs produits notamment dans le domaine digital et investissent pour créer les infrastructures nécessaires. Alors que Mediaset a déjà investi 28 millions d'euros, la RAI projette d'en investir 250. Le financement de ce dernier en sera, dans un premier temps, assuré par la privatisation de 25 % du groupe prévu à partir du 31 janvier 2004.

La loi Gasparri, si elle est votée, va ainsi créer une révolution dans le monde des media et générer des retombées qui auront des conséquences à long terme sur le marché italien et ses deux géants, Mediaset et la RAI.

L'élargissement à un troisième concurrent serait le remède prodigué à juste titre pour dynamiser le marché du média italien.

La présence de Rupert Murdoch avec SkyItalia, entré brillamment dans la compétition depuis septembre, avec plus de 2,5 millions d'abonnés, va redéfinir cette course à deux candidats, qui jusque-là, voyait la chaîne publique de la RAI et l'univers privé de Mediaset mener une bataille sans merci.



Un musée à ciel ouvert...

Au coeur de la Méditerranée se trouve un lieu débordant de passion où il est possible de vivre en totale harmonie avec la nature et soi même.
La diversité de ses paysages, la puissance de sa nature et la richesse de son patrimoine en font un centre culturel et historique unique.

Tout ceci et bien encore... Venez découvrir la Sicile

SICILE
Tout le reste s'estompe à côté.

Coopération européenne : les enjeux

En 2003, le budget italien de la défense constitue 1,06 % du PNB et l'objectif des 1,5 % est essentiel pour que l'Italie maintienne sa position parmi les principaux acteurs européens. Cette croissance se base principalement sur l'investissement et le développement dans divers domaines : l'amélioration du secteur militaire, la qualification du personnel et les aptitudes opérationnelles telles que l'innovation et la technologie.

En Italie, Finmeccanica est le groupe que l'on associe le plus logiquement au secteur de la défense. C'est en effet la deuxième plus grande industrie manufacturière italienne et le leader en terme de haute technologie.

L'exploitation du groupe touche principalement dans l'industrie de l'aéronautique et de la défense par le biais de onze filiales et six participations dans l'aéronautique, l'espace, les hélicoptères et les systèmes électroniques de défense.

En 2002, le chiffre d'affaires consolidé de Finmeccanica s'élève à 7,75 milliards d'euros.

Finmeccanica se place également au premier rang italien en termes de recherche et de développement et y investit 13 % de son chiffre d'affaires.

Giancarlo Grasso, vice-président senior du département production de Finmeccanica apporte les précisions suivantes : « *Chez Finmeccanica, nous sommes très fiers de notre engagement à investir dans la R & D. Pour le premier semestre 2003 notre investissement s'élève à 559 millions d'euros, canalisés sur les secteurs clé que sont l'électronique, l'industrie technologique et la communication.* »

Au travers de ses filiales, Alenia Spazio et Telespazio, Finmeccanica a entrepris de participer au projet européen Galileo, l'objectif étant d'apporter à l'Europe un nouveau satellite de navigation. M. Grasso s'en explique ainsi : « *Étant donné sa grande fonctionnalité, Galileo représente une avancée considérable dans le GPS. Le savoir-faire d'Alenia Spazio jouera ici un grand rôle et le groupe sera un des leaders du programme sur le marché de l'espace. Telespazio sera le premier sollicité lorsque ce projet aura besoin de faire appel à ses compétences de management en matière de satellite et de services. Cette double compétence est unique dans ce domaine.* » Galileo Avionica va également fournir l'horloge atomique la plus stable jamais produite. M. Giorgio Zappa, directeur général d'Alenia Aeronautica et président d'Alenia Spazio, témoigne vivement de l'opportunité et de l'importance du projet, non seulement pour l'entreprise, mais aussi au niveau européen.

« *Nous détenons à hauteur de 19 % de la structure européenne de base des industries Galileo ainsi que la branche technique et celle de management du projet basé à Rome… Pour être efficace, l'industrie spatiale nécessite une approche fédérative et c'est ce sur quoi nous travaillons avec nos partenaires Alcatel et Astrium.* »

Alenia Aeronautica dirige la division aéronautique du groupe, elle-même leader italien de l'industrie militaire et de l'aviation civile.

La société a dégagé en 2002 un résultat de 1,25 milliards d'euros et M. Zappa nous en décrit les activités porteuses : « *Nous nous positionnons sur trois principaux pôles d'excellence : constructeurs d'avions militaires, techniciens sur les appareils avec 22 % du marché des indépendants et enfin l'activité des sous-systèmes et des antennes. On peut ici compter parmi nos clients Airbus, Boeing et Dassault. Ce sont ces secteurs clé qui contribuent pour une grande partie aux résultats positifs du groupe.* »

Alenia Aeronautica et Galileo Avionica participent activement au développement des différentes versions des UAVs (Unmanned Aerial Vehicles). M. Grasso met un point d'honneur à expliquer : « *Nous avons exposé un prototype du nouvel UCAV (Unmanned Combat Aerial Vehicle) lors du dernier salon du Bourget pour lequel l'armée française a d'ailleurs passé commande et avons récemment mis sur le marché deux familles d'UAVs perfectionnés au niveau de la surveillance.* »

Alenia Aeronautica peut se vanter de sa participation, à hauteur de 21 %, au projet Eurofighter Typhoon. C'est ainsi que pour asseoir sa présence sur la branche commerciale et technique du secteur militaire aérien, Alenia Aeronautica mène conscien-

cieusement une stratégie planifiée sur le long terme. Elle reste omniprésente dans le domaine de l'aviation civile et partage notamment la production des appareils ATR avec l'EADS (Agence Européenne de Défense Aéronautique et Spatiale). Ce type d'avions civils a eu un succès considérable puisque 700 commandes ont été faites dans près de 45 pays.

Une des orientations de la stratégie du groupe est ainsi de collaborer avec d'autres constructeurs européens sur des projets divers et variés.

M. Zappa nous précise cette ligne de conduite : « *Nous sommes partenaires avec Airbus pour l'A380 à hauteur de 4,5 %. Nous aimerions également poursuivre notre coopération avec Dassault sur le Jet Falcon. Je m'appuie sur ces exemples qui ne peuvent mieux décrire le partenariat franco-italien.* »

Quoi qu'il en soit, l'ensemble des sociétés de Finmeccanica a établi des relations solides et durables avec ses partenaires industriels français que ce soit dans le domaine du spatial ou celui de la défense. Dernièrement, la société a aussi passé contrat pour produire des frégates à l'attention des forces navales françaises et italiennes, toujours en collaboration avec ses partenaires respectifs que sont Armaris et Fincantieri.

Ansaldo Breda et ses deux filiales font aussi partie de Finmeccanica.

En 2001, un important effort de restructuration a vu la naissance de trois sociétés : Ansaldo Breda, qui conçoit, développe et usine le matériel roulant, Ansaldo Segnalamento Ferroviario, les systèmes de signalisation sur rail, et enfin Ansaldo Trasporti Sistemi Ferroviari, les systèmes de transport urbain.

Le secteur a obtenu ainsi au cours des trois dernières années un succès significatif et a vu accroître ses résultats de manière non négligeable, ainsi que le déclare M. Fausto Cutuli, le directeur général d'Ansaldo : « *Non seulement nous avons mené notre politique de management afin de confirmer notre présence sur les marchés traditionnels, mais nous avons également pénétré les marchés scandinave, marocain et grec.* »

La stratégie du groupe a ainsi été redéfinie et est désormais axée sur un processus de regroupement qui a porté ses fruits aussi bien au niveau opérationnel des trois sociétés que sur les axes de développement des nouveaux produits.

La pénétration et le développement de nouveaux marchés sont étroitement liés à ces deux facteurs essentiels.

M. Cutuli ajoute : « *Nous avons appliqué les économies d'échelle et le TQM (management par la qualité totale) tout en maintenant notre aptitude à offrir à nos clients des produits sur mesure. Notre priorité est de traiter notre clientèle avec toujours plus de soins et ce, grâce à la mise en avant de nos services après-vente.* »

Pour rester toujours dans la course, au niveau européen comme mondial, 4 à 5 % du chiffre d'affaires de l'entreprise est investi dans la R & D.

Il y a cependant d'autres candidats que Finmeccanica en lice jouant un rôle complémentaire dans ce secteur et dont le développement de ces mêmes créneaux a été couronné de succès.

Le groupe Vitrociset, qui en est l'exemple-type avec un chiffre d'affaires de 220 millions d'euros et 40 millions de revenus, ne peut prétendre rivaliser avec Finmeccanica mais a acquis une solide réputation dans l'industrie de l'aviation civile et militaire ainsi que dans les programmes spatiaux et environnementaux.

En la matière, la société apporte son soutien logistique et opérationnel, comme l'explique M. Mario Arpino, le président de Vitrociset : « *Nous apportons notre appui au produit. Une fois que celui ci est prêt à être livré, nous assistons à la fois le constructeur et le client… En terme de soutien logistique, nous sommes les seuls en Italie. Aucune autre entreprise n'a les mêmes aptitudes et nous sommes, de ce fait, peu nombreux en Europe.* »

Dans le secteur de l'aviation civile italienne, Vitrociset gère 99 % du réseau des radars et du contrôle aérien (Air Traffic Control ATC) comme les systèmes d'approche et la maintenance des pistes.

La présence du groupe dans le domaine de l'espace contribue majoritairement au programme spatial européen.

Fièrement, M. Arpino ajoute : « *Vitrociset a un solide engagement avec le CNES à Kourou et cela fait maintenant 12 ans que nous travaillons sur le programme Ariane. Nous avons en charge le contrôle de chaque satellite de l'ESA (Agence Spatiale Européenne).* »

Il apparaît évident à M. Arpino qu'en termes de collaboration avec la France, un important travail est nécessaire pour renforcer les relations bilatérales ainsi que le programme de coopération entre Vitrociset et ses homologues français.

Il déclare ainsi : « *Nous coopérons avec l'industrie militaire et l'industrie des missiles française. Français et italiens testent ensemble de nouvelles générations de missiles.* »

A plus grande échelle, Vitrociset participe activement au développement de l'initiative d'une défense commune européenne.

Cette résolution permettra à l'Europe d'être plus compétitive et d'accroître son efficience au niveau de la dépense militaire.

Chez Finmeccanica, l'alliance de sa force, de sa compétence mondiale et d'une stratégie irréfutable en terme de défense, combinée à une croissance sans précédent, a mis entre les mains du géant italien la possibilité d'une expansion renforcée au sein de l'union européenne, voire au-delà.

Avec la capacité de Vitrociset de se positionner comme l'intermédiaire adéquat entre l'entreprise et le client, les deux entreprises italiennes risquent fort de devenir des acteurs dont on ne pourra se passer.

Du nord au sud...

Pour la présidence italienne, la structure communautaire repose sur la politique de cohésion européenne ; cette expression de solidarité de l'Union Européenne se confirme par l'élargissement de 15 à 25 membres en mai 2004.

L'UE saisit par là l'opportunité historique de relever un challenge de compétitivité tant au niveau de son économie que de sa cohésion interne ; en effet, cette expansion mettra en avant, de façon plus marquée, les disparités au sein de l'UE.

Néanmoins, l'Europe adopte dès à présent une position ferme : D'ici 2010, elle sera le leader mondial d'une économie fondée sur le savoir.

Pour atteindre ce but, c'est au niveau régional que la cohésion doit prendre sa source, comme le précise l'article 158 du traité de Rome : « *La communauté doit minimiser la disparité du niveau de développement entre les régions et le retard des moins favorisées, comme les zones rurales.* »

Ces projets seront financés par l'union européenne et les fonds structurels de cohésions.

Le 20 octobre 2003 à Rome, une réunion informelle a été tenue par les ministres en charge de la politique de cohésion ; celui-ci était présidé par le Vice-Ministre des Finances et de l'Economie Gianfranco Micciche qui mit en avant les axes essentiels de convergence sur lesquels se focaliser : renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale, accentuer les efforts dans les domaines de l'infrastructure et de l'organisation administrative pour les régions de faible niveau de développement, développer un capital humain compétitif pour une économie solidement basée sur la connaissance et finalement gérer efficacement les fonds de pré- adhésion en privilégiant la coopération régionale.

En Italie, le clivage sud -nord n'est pas équivoque. Le Nord, plus industrialisé, a toujours su se développer à une cadence plus soutenue et devenir au fil du temps le creuset de l'innovation sociale, culturelle, technologique et industrielle du pays.

Deux régions caractérisent la prédominance du Nord : la Lombardie et le Piémont.

La Lombardie, une des régions européennes les plus riches, avec des villes de renom telles que Milan, Côme, Brescia ou Bergame, est stratégiquement localisée au croisement des routes européennes.

Moody's, Standard & Poor's et Fitch ont évalué la région comme la plus avancée en Italie et parmi les plus remarquables en Europe.

Ces évaluations ont cimenté la santé financière de la Lombardie non seulement dans le secteur public mais aussi dans le secteur bancaire.

Avec un PNB par tête, supérieur de 35 % à la moyenne européenne, c'est l'une des « quatre roues motrices » de l'Europe.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : La région est responsable pour 20,7 % du PNB italien, emploie 18.5 % de la main d'œuvre du pays et regroupe 15 % des entreprises nationales.

L'agriculture ne représente que 2,1 % de son économie malgré son classement de leader au niveau des régions agricoles du pays.

L'industrie et les services en sont eux les figures de proue, totalisant des taux respectifs de 35 % et 62 %.

La région a embrassé une politique de valeurs et une organisation basée sur la décentralisation et l'autonomie régionale afin de permettre aux secteurs traditionnels de continuer leur croissance et a d'autres de se développer. Ainsi, l'accent a été mis dernièrement sur la communication, les biotechnologies et l'information technologie.

Cette approche moderniste et individualiste d'autogerance a toujours conduit la Lombardie à se rapprocher des marches internationaux et à faire de ses entreprises des vecteurs compétitifs globaux.

Le Piémont, comme la Lombardie, a toujours été un des piliers de base de l'économie italienne. Réputée pour être le berceau de FIAT, la région a longtemps été centrée sur l'industrie automobile et ses secteurs dérivés.

Cette activité économique spécialisée, requérant une main d'œuvre qualifiée et des investissements substantiels au niveau de la recherche et du développement ont connu un essor étonnant parfois même au détriment d'autres secteurs.

Le Piémont, reconnu comme centre national en matière de recherche et développement (Centre R & D de Fiat, de Telecom Italia et de la Rai), réalise deux tiers de ses exportations dans les secteurs de la haute technologie et des produits à haute valeur ajoutée.

La région a aussi bénéficié des plus gros taux d'investissements privés du pays, près de 30 % de la moyenne nationale. Ceci a permis au Piémont de développer son industrie touristique et ses industries dérivées. L'accueil en 2006 des Jeux Olympiques d'hiver à Turin est la concrétisation de ces efforts.

Alors que le Nord reste florissant, les régions du sud de l'Italie, jusqu'alors accusant une économie au ralenti et taxées de bureaucratie légendaire, sont devenues plus proactives et observent une saine reprise. L'Italie a toujours observé un retard quant à l'utilisation des fonds structurels européen, plus particulière-

ment à ceux qui sont destinés au Mezzogiorno, et ceci, par manque de projets concrets et viables.

La musique a pourtant bien changé.

«…*L'Italie a réussi à dépenser jusqu'au dernier centime d'euro des fonds reçus de l'UE et aujourd'hui nous pouvons aller de l'avant et progresser, grâce à une philosophie précise : plus d'infrastructures et moins d'aides de l'Etat. L'objectif stratégique est de dynamiser et rendre plus compétitif le territoire au niveau européen…* » s'explique le Vice-Ministre Micciche, responsable de la politique pour le développement du Mezzogiorno.

Une administration plus dynamique et efficace doublée d'une meilleure utilisation des fonds structurels accordés par l'Union Européenne a permis une nette amélioration des services publics et de l'économie de la région en général.

Le rapport de l'OCDE, paru en juillet 2003, illustre cette évolution positive en donnant en exemple entre autres des régions telles que Pouilles, la Basilicate et la Campanie.

Le commissaire Barnier, responsable de la politique régionale et de la réforme des institutions européennes, a attribué en grande partie ce succès au travail du vice-premier ministre.

«…*Les résultats sont incontestables. De 2001 a 2002, grâce à politique d'investissement mise en place, le PIB a augmenté d'un demi-point de plus que la moyenne nationale. La non-occupation méridionale qui, il y a trois ans était de 22-23 %, est aujourd'hui de 18 %*» affirme fièrement M. Micciche.

Selon ce même rapport de l'OCDE, il demeure néanmoins nécessaire d'améliorer le système administratif local et l'utilisation des dépenses publiques afin de renforcer la capacité des régions à mieux planifier et mieux réaliser des projets de grande qualité et attirer de fait des investisseurs privés. Le gouvernement italien a mis en place le programme du « Pacte pour l'Italie » qui fixe les objectifs relatifs au Mezzogiorno : Un des plus importants concerne la croissance des fonds infrastructurels, incluant l'amélioration du système hydrique et le renforcement des réseaux ferroviaires et routiers.

Quand on parle du Sud de l'Italie, la Sicile vient automatiquement à l'esprit ; Melting pot de nombreuses civilisations, la Sicile a pu voir de nombreuses cultures influencer son architecture, ses paysages et sa gastronomie. L'île a vu Phéniciens, Grecs, Arabes, Espagnols, Français et Romains déposer leur empreinte, la dotant de vestiges et monuments colorés.

La myriade de sites culturels et historiques est sublimée par sa beauté naturelle et son charme inné.

M. Salvatore Cuffaro, président de la région de la Sicile a été l'instigateur d'une véritable promotion de l'identité sicilienne.

La Sicile a connu un essor économique répondant au programme du gouvernement italien et aux impératifs de l'UE visant à renforcer au plus vite les régions du Mezzogiorno.

Le moteur de cette croissance a été l'essor des PME sur le territoire.

M. Cuffaro note : « *Le taux d'occupation du sol italien s'est accru l'an dernier et nous le devons principalement au dynamisme des PME qui ont réussi à devenir plus compétitives et à créer plus d'emplois… La croissance est la véritable vocation du territoire.* »

Ceci ajouté à une gestion efficace des fonds européens a fourni à l'île des résultats indéniables en termes de développement économique, de hausse de l'emploi et d'essor de la population.

Le tourisme, l'agriculture et l'artisanat sont les piliers de cette économie. L'agriculture vit actuellement une transition notable en se diversifiant dans la production bio.

L'agriculture sicilienne se dirige vers une agriculture biologique sans utilisation d'OGM et respectant l'environnement… Elle peut se flatter d'avoir une production biologique égale à toute la production de toutes les autres régions réunies, avec un ratio qualité-quantité le plus important de toutes les régions italiennes dans le secteur des fruits et légumes.

Le secteur qui génère le plus de profit, le tourisme, n'a pas encore atteint sa pleine maturité, et l'île planifie de tirer avantage de son potentiel non exploité en doublant sa capacité d'accueil de 100 000 lits sur les cinq années à venir. M. Cuffaro a des projets importants pour la Sicile, et comme il le dit, il aimerait « *Que les secteurs touristiques, agricoles et des biens culturels opèrent des croissances homogènes et parallèles.* »

Cependant, rien ne peut être réalisé sans un capital humain adéquat.

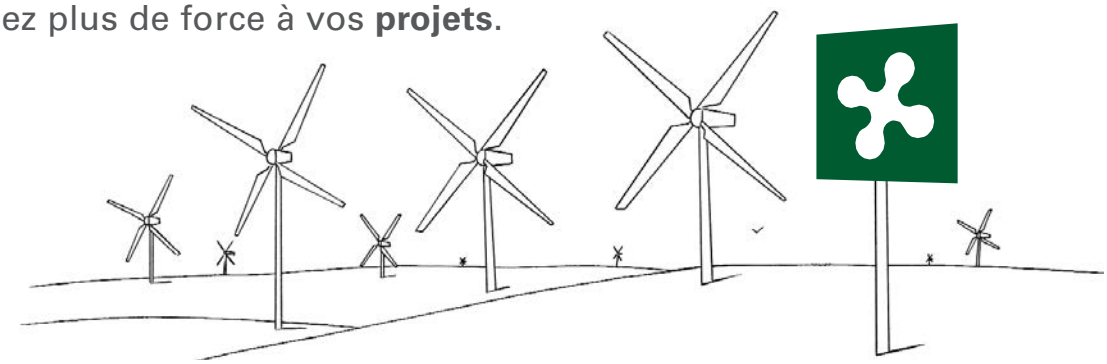
Dans ce but, la Sicile et son président croient fortement que le succès des politiques régionales relève du développement des aptitudes professionnelles de ses habitants.

L'île détient trois universités et cinq consortiums annexes pour les provinces.

Leur ambition, stipule fièrement le président Cuffaro est : « *De fournir une formation professionnelle et un savoir de base à nos citoyens, de donner les outils indispensables afin que nos jeunes puissent entrer dans le marché des actifs et être compétitifs. Nous voulons devenir une véritable référence en matière d'éducation pour les pays du bassin méditerranéens qui sont en général moins avancés que nous en matière d'éducation et formation.* »

La Sicile opère une mutation économique remarquable et Salvatore Cuffaro de conclure : «…*Nous avons grâce au ciel une grande richesse naturelle de par notre climat, notre mer, nos sites, et ceux-ci représentent de bons atouts pour les investisseurs. Le point fort de la région est aussi sa position géostratégique, au centre de la méditerranée. Nous travaillons dur pour accentuer son rôle culturel et économique. Nous voulons faire de la Sicile une plateforme au sein de la Méditerranée pour les investisseurs étrangers.* »

Donnez plus de force à vos **projets**.



infoligne tel. 0039/02/67087474

Découvrez tout ce que nous pouvons faire ensemble.

RegioneLombardia UNE REGION POUR AGIR.

Au service de l'investissement

Créée en 1999, Sviluppo Italia est l'agence nationale italienne du développement, mise en place par le gouvernement italien et sous tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances. Son capital initial était de 1,2 milliards d'euros.

Son but est d'assurer le développement économique du pays, de promouvoir des modèles économiques et industriels intégrés et d'encourager les entreprises étrangères à s'établir sur le territoire italien. Sviluppo Italia est l'agence nationale pour le développement interne de l'entreprise. Elle a pour mission première d'attirer des investissements étrangers.

Variété et diversification sont les points forts de Sviluppo Italia. Celle-ci possède en effet des participations dans plus de 163 entreprises et emploie plus de 12000 personnes. Sa responsabilité sociale est donc primordiale. C'est au niveau des domaines de l'agriculture, de l'alimentaire et du tourisme, mais aussi de la manufacture, de la haute technologie et des secteurs tertiaires, qu'elle joue le plus activement son rôle.

Son but consiste à trouver, promouvoir, accélérer et dynamiser le processus de développement industriel et celui des entreprises dans tout le pays.

En d'autres termes, Sviluppo Italia est un véritable « One stop shop » (pôle multiservices) pour des investisseurs et entrepreneurs potentiels. Elle leur offre support et management de A à Z.

Les différentes étapes vont d'une recherche de localisation et d'opportunités de développement jusqu'à la finalisation du projet. Tout au long de leurs démarches, les clients reçoivent une assistance en matière de négociations avec les entités publiques et gouvernementales.

Dans tous les cas de figure, le client est assuré d'un suivi et peut se voir garantir des primes à l'investissement. La première étape pour tout développement de projet est de trouver une bonne opportunité et une localisation idéale.

Dans ce but, Sviluppo Italia a mis en place un outil efficace pour la réalisation dudit projet et l'a dénommé à juste titre : « Contrat de Localisation. » Sur le fond, c'est un accord contractuel entre les différentes parties que sont Sviluppo Italia, l'administration publique, les autorités locales et le client. Cet accord assure au client les garanties suivantes : un délai de 60 jours à la date de dépôt du dossier pour évaluation et acceptation de la proposition, le soutien, la recherche et le développement, la formation professionnelle et même l'infrastructure nécessaire.

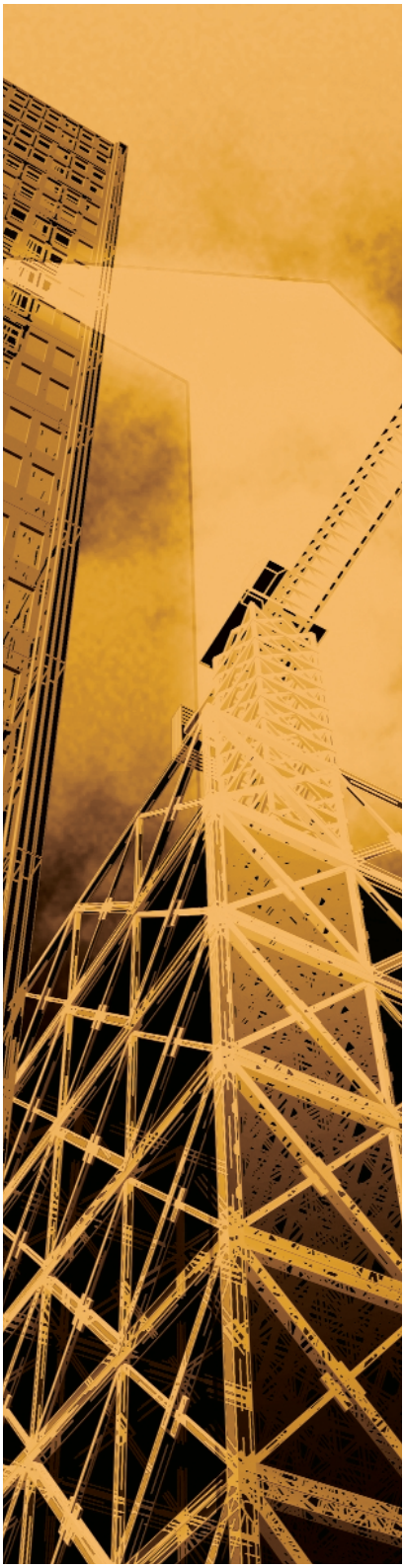
Aujourd'hui, les régions du sud de l'Italie sont très attrayantes pour les investisseurs notamment dans les secteurs de la manufacture, des services, du tourisme, de la production et la distribution d'énergie électrique. Pour pouvoir s'implanter dans ces régions, l'investissement minimum requis est de 25 millions d'euros. Sviluppo Italia respecte totalement les règles imposées par les administrations locales, les institutions gouvernementales et les directives données par l'UE. Ainsi, le groupe peut allouer des prêts à l'investissement à hauteur de 60 % des nécessités financières de l'entreprise en respectant les critères imposés par l'UE.

D'autre part, Sviluppo Italia peut investir, comme actionnaire, de façon temporaire et limitée afin de générer des fonds supplémentaires. Toutefois, le projet doit obéir à certaines conditions : un contenu hautement innovateur ou des perspectives de croissance intéressantes sur le long terme et ayant un impact positif sur le développement économique local et régional.

Sviluppo Italia joue le rôle clé d'intermédiaire entre le client, le gouvernement et les autorités locales. Il s'assure d'une communication approfondie entre les parties avec pour finalité de doter chacun des meilleures armes pour qu'ils puissent parachever leurs objectifs. Sviluppo Italia peut pourvoir toute l'information nécessaire à une bonne compréhension du climat d'investissement local afin que le client puisse débuter avec succès son activité sur le sol italien.

Plus globalement, les services de l'agence s'étendent de la recherche de sites d'implantation adéquats, aux visites de projets en cours, à la mise à disposition d'informations relatives aux primes d'encouragement, au conseil relatif aux services légaux, administratifs et judiciaires et à la mise en place d'un système de prise en charge par l'administration.

Sviluppo Italia a pour mission d'aider les investisseurs dans leur recherche d'informations et leur prise de décision, notamment au sein des secteurs italiens où le potentiel d'expansion paraît le plus propice.



Du savoir faire au savoir vendre

Le « Made In Italy » réveille en nous les notions d'esthétisme, de luxe, de design et surtout de mode italienne. Ce label de qualité est plus que jamais à la base du succès italien de secteurs industriels variés. De la production des produits de base et matières premières jusqu'aux technologies avancées, l'Italie a pris la place de leader devant ses homologues européens. Le travail et l'initiative de ces sociétés italiennes, pour cimenter leur présence sur le marché européen, ont largement contribué à promouvoir ce Modus Vivendi. Les PME sont ici les véritables triomphateurs et le moteur de cet essor considérable. « *L'Italie doit pouvoir projeter d'elle-même l'image d'un pays à haute capacité technique qui peut gérer les défis actuels de manière pragmatique tout en gardant une forte valeur ajoutée dans le domaine des PME* » explique Franco Frattini, Ministre italien des Affaires étrangères.

Les chiffres sont renversants et parlent d'eux-mêmes. Les secteurs les plus dynamiques de l'économie italienne qui s'y réfèrent sont : l'alimentation, l'agriculture, l'appareillage et le textile, jugés sur leur chiffre d'affaires, leur niveau d'emploi ou encore le nombre d'entreprises. En 2002, le secteur de la mode, Armani, Prada et Bulgari -pour nommer les plus fameux- représente plus de 6 % du PNB et 18 % des exportations soit 47,7 milliards d'euros.

De même, les entreprises italiennes de robotique et d'appareillage sont compétitives et renommées ; leur aptitude à s'adapter rapidement aux demandes d'un marché en constante évolution en ont fait un des points forts de l'économie à l'échelle internationale.

Dans le domaine des transports, l'Italie est le premier producteur de bateaux de plaisance et 80 % de cette industrie est destiné à l'export. Elle est aussi le leader pour la production des motos et le cinquième plus gros fabricant automobile mondial.

Les entreprises « Made In Italy » ont généré plus d'un tiers des exportations italiennes.

Trois sociétés se distinguent. Elles sont l'exemple même des petites, moyennes et grandes entreprises ayant contribué au développement de l'économie italienne et sa croissance à une échelle européenne et internationale.

STMicroelectronics, entreprise franco-italienne, est le troisième plus gros fabricant mondial de semi-conducteurs. Pour son PDG, Pasquale Pistorio, son succès est lié aux importants investissements dans le sud de l'Italie, à la capacité du pays à déployer une main d'œuvre à haute valeur ajoutée et à des investissements significatifs de 400 millions d'euros pour la R & D.

La PME Nespoli, fabricant d'accessoires de peinture, a rencontré un succès incroyable sur les marchés européens et internationaux. Son directeur, Luigi Nespoli, croit à l'impératif de demeurer dans la course coûte que coûte : « *Nous sommes actuellement présents sur cinq marchés : l'Italie, la France, l'Espagne, l'Allemagne et la Chine… Sans cette portée internationale, l'entreprise n'aurait jamais connu le développement ni le succès dont nous jouissons aujourd'hui.* » En termes de pénétration et de domination des marchés, Nespoli a commercialisé avec succès sa marque Roulor en France. « *Nous sommes les leaders sur les marchés italien et espagnol et le marché français représente un tiers de notre CA annuel* » affirme M. Nespoli. Au niveau mondial et européen, il est persuadé que les PME italiennes ont une main mise d'autant plus solide qu' « *…elles sont capables et mettent un point d'honneur à réagir rapidement et être plus flexibles à la demande de leur clientèle et cela, plus que leurs concurrents.* »

Quand pour certaines sociétés, il est nécessaire d'investir dans l'innovation, d'autres prônent une présence plus conservative sur le marché et son maintien via une stratégie de politique financière saine.

Un autre candidat exemplaire est Beni Stabili. L'entreprise domine habilement le marché des biens immobiliers ; elle optimise la rentabilité de ses investissements lors des périodes de prospérité et minimise les effets négatifs d'un marché constant ou en récession.

En 2002, la société a dégagé un revenu net excédentaire de 106 millions d'euros, ce qui lui a permis de disposer de davantage de liquidités et d'être d'autant plus agressive sur le marché.

Ses actifs, représentant plus de trois milliards d'euros, sont concentrés au nord de l'Italie et sont, pour 95 %, des bureaux. Les atouts de la société sont de deux types : la stratégie et le négoce. Le stratégique est caractérisé par un positionnement à long terme parmi les acquis de l'entreprise, alors que l'activité boursière permet de dégager des plus-values sur le court terme.

« *Nos valeurs cotées en bourse représentent un demi-million d'euros, alors que le stratégique a une valeur de 2,5 millions d'euros. Nous détenons un excellent portefeuille immobilier avec un bon rendement et un taux d'occupation satisfaisant* » se félicite Aldo Mazzocco, directeur général de la société.

En dépit du fait que l'entreprise est très profitable sur le marché italien, la société aspire à une expansion internationale de ses activités, axée sur le marché français et plus précisément Paris. En conclusion, M. Mazzocco souhaite que Beni Stabili « *devienne la référence d'internationalisation via d'importants partenariats.* »

Le marché italien est solidement ancré avec des sociétés puissantes et une propension au développement de sa croissance sur le long terme.

Protection du patrimoine : quelles solutions ?

Quotidiennement, au détour d'une rue, c'est un ravissement pour les cinq sens, un véritable sujet de fierté pour tous les Italiens !

Mentionnez simplement la culture et l'histoire italiennes et la plupart des gens se remémorent immédiatement le Colisée romain, Michel-Ange décorant la voûte de la Chapelle Sixtine ou la fontaine de Trévi dans la *Dolce Vita*. D'autres ont plutôt à l'esprit les ruines de Pompéi, le carnaval de Venise ou la tour de Pise.

Tandis que l'histoire vous submerge, le patrimoine italien et son panorama culturel embrassent également le savoir-faire milanais en matière de mode et de design, l'église et la ferveur religieuse du Vatican, ou ses spécialités gastronomiques.

Giuliano Urbani, Ministre de l'Art et la Culture s'enorgueillit : « *Un véritable musée à ciel ouvert !* » regorgeant d'une succession de monuments attestant de l'influence des civilisations et des oeuvres d'art de toutes sortes.

Bien que l'Italie ait développé divers partenariats et collaborations avec les pays membres et non membres de l'UE, rien n'est cependant plus important que sa collaboration avec la France.

Avec un passé riche en histoire, art et culture, la France, partage avec l'Italie son respect du développement et de la promotion de son patrimoine. Les Français et les Italiens souhaitent préserver leur partenariat culturel si convoité. Ce partenariat s'épanouit dans des secteurs culturels variés, allant de l'architecture à l'art ancien ou moderne, de la musique au théâtre, de la danse au cinéma.

Le 18 mars 2003, la Commission Européenne de la Culture a organisé une audition publique sur la protection et le développement du patrimoine artistique européen dans le cadre des politiques de privatisation. Les principaux axes d'étude ont été la protection du patrimoine européen et les efforts de l'Italie pour privatiser les institutions culturelles et les monuments. La délégation italienne était représentée par le Professeur Giacomo Vaciago, membre du conseil pour la protection du patrimoine italien et M. Vittorio Sgarbi, parlementaire. Le thème central était le double rôle du gouvernement italien, à la fois propriétaire et dirigeant, qui tend parfois à certains abus. Il en a résulté qu'une exploitation privée serait la plus favorable, sous réserve que la présence et le contrôle de l'Etat puissent être exercés.

A la lumière des faits rapportés par l'Unesco, l'Italie possède 70 % du patrimoine culturel mondial. Le gouvernement, conscient de cette richesse, a l'ambitieux projet de développer son patrimoine de manière tous azimuts. Actuellement, nombre de ces monuments souffrent d'un manque convenable d'entretien et de soins. Tout cela est en train de changer selon les dires de M. Giuliano Urbani, qui en expose ses mesures : « *Entre 0,17 % et 0,18 % de notre PNB est destiné à la sauvegarde de notre patrimoine national… C'est trop peu ! Il est impératif d'accroître cette enveloppe financière pour conserver notre patrimoine et ceci est ma priorité numéro un.* »

Pour appuyer cette volonté, la première mesure envisagée par le ministre Urbani est d'augmenter ses ressources sans toutefois détériorer la dette publique. Dans ce but, un prélèvement de 3 % sur le dernier budget est requis en vue de regrouper les dépenses d'infrastructure avec celles de l'art et de la culture.

La seconde mesure, hautement controversée, fait appel aux investisseurs privés : « *Nous avons préparé une série de réformes qui pourraient s'avérer intéressantes pour le secteur privé s'il investit dans la gestion de ce patrimoine* » explique le Ministre Urbani. Il rajoute : « *Je voudrais que les choses soient claires, nous n'avons pas l'intention de privatiser notre patrimoine : les œuvres et les monuments resteront propriété publique. Nous recherchons dans le secteur privé une cogérance et non la dépossession de notre patrimoine. Ainsi à terme, une alliance d'institutions publiques et privées serait en charge de la gestion de ce patrimoine, gestion qui sera supervisée par des sous-intendants pour chaque site.* » Malgré les objections, ces nouvelles mesures, soulignant l'importance d'inclure le secteur privé à ce qui d'habitude relève de la responsabilité du public, risquent d'être difficiles à mettre en place. Cette réforme n'est pas sensée être révolutionnaire, ni aussi controverse qu'elle y parait. Un grand nombre de monuments italiens ne sont pas le fruit du travail du gouvernement, mais le fait d'initiatives privées. Le ministre Urbani souligne en effet : « *Impliquer le privé n'est pas une innovation et l'Italie a pu déjà l'expérimenter à plusieurs reprises. Une grande partie de notre patrimoine est née de la coopération avec le secteur privé.* »

Ce mécénat promet en effet de se concentrer sur plusieurs monuments célèbres italiens comme le musée égyptien de Turin, celui des antiquités marines de Pise, Pompéi, Milan ou bien encore Venise ainsi que le Colisée et le Forum à Rome.

Le projet Moise à Venise est également primordial : il consiste à sauver l'icône culturelle italienne. Son dessein est de protéger Venise et son lagon en amoindrissant les effets de la marée haute et de l'engloutissement des fondations sur lesquelles repose la cité. D'ici 2012, le projet Moise devra pouvoir juguler les problèmes d'inondations et d'érosion de la cité, sauvant ainsi une des plus belles villes d'Italie.

Enfin, la présidence italienne a l'intention de faciliter la circulation des œuvres d'art au sein de l'UE, dans le cadre du projet de collaboration des musées européens.